Législation néolibérale et privatisation de la nature

L'irréversible assèchement des zones humides andines (nord du Chili)

Neoliberal legislation and the privatisation of nature: The irreversible dewatering of Andean wetlands in northern Chile

Manuel Méndez et Hugo Romero

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesrurales/16320>

DOI : 10.4000/etudesrurales.16320

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2019

Pagination : 126-146

ISBN : 978-2-7132-2788-2

Référence électronique

Manuel Méndez et Hugo Romero, « Législation néolibérale et privatisation de la nature », *Études rurales* [En ligne], 203 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/16320> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.16320>

Bergers avec leur troupeau de lamas à Cancosa (nord du Chili). Photo: M. Méndez.

Législation néolibérale et privatisation de la nature

L'irréversible assèchement des zones humides andines (nord du Chili)

A partir des années 1980 la production minière chilienne a explosé. Celle de cuivre a transformé le pays en l'un des principaux territoires miniers au monde et provoqué de multiples problèmes environnementaux, en particulier des conflits liés à l'eau [Folchi 2003 ; Romero *et al.* 2012]¹. En effet, les plus grands gisements exploités ou potentiels sont localisés dans le nord du Chili, dans le désert d'Atacama réputé pour être le plus aride de la Planète. Après avoir pris le contrôle de l'eau, les grandes exploitations minières à présent la surexploitent. Dans le même temps, l'assèchement des rivières, des cours d'eau et des zones humides ainsi que les conflits avec les communautés locales et autochtones n'ont été que peu médiatisés malgré leur récurrence et leur importance. Cependant, au fur et à mesure des années, la population chilienne s'est mobilisée pour demander à l'État une évolution des politiques de gestion de l'eau. Commencés timidement dans les années 1990, ces mouvements se sont multipliés en prenant la forme d'associations à caractère local, régional ou national. Le lundi 4 juin 2018, dix-huit prix nationaux de science et quatre recteurs d'universités chiliennes ont présenté l'Acta de Tarapacá², un document en forme d'appel pour attirer l'attention sur l'urgence qu'il y a à revoir la façon dont l'eau est utilisée dans le désert d'Atacama, et notamment par l'activité minière.

1. Selon N. Rivera et P. Aroca [2014], un gisement minier est de grande échelle quand il produit plus de 3 000 000 de tonnes métriques (soit 1,360 million de tonnes) de minéraux par an.

2. Ce texte présente à la société civile et aux autorités politiques les conclusions d'un projet de recherche (Conicyt/Pia Anillo Soc1405 «Cambios sociales y variabilidad climática a largo plazo en el desierto de Atamaca»). Voir la version publiée en ligne dans le numéro 2 du volume 50 de la revue *Chungará* (<https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0717-73562018000200169>).

Les conflits autour de l'eau opposant industriels miniers aux communautés locales et autochtones ne sont pas une particularité chilienne. Au Pérou, en Bolivie ou en Équateur, plusieurs exemples de conflits similaires ont été analysés depuis la perspective de la « *Political Ecology* » dans une série de publications de l'association Justicia Hídrica [Boelens *et al.* 2011 ; Arroyo et Boelens 2013 ; Perreault 2014 ; Boelens 2015]. Dans cet article³, nous avons choisi d'étudier le cas chilien en tenant compte de deux éléments spécifiques : la législation et la temporalité du boom minier. Depuis la modification du Code de l'eau en 1981 sous la dictature du général Pinochet (1973-1990), cette ressource a été transformée en un bien privé, c'est-à-dire qu'elle est négociée sur le marché en vertu des lois de propriété, cédant au plus offrant les droits de l'eau. Ce modèle de gestion a été institué par différents organismes internationaux, comme la Banque interaméricaine du développement ou la Banque mondiale, en tant qu'exemple régional de gestion de l'eau [Bauer 2005]. En Amérique latine, le boom minier chilien se distingue par sa précocité. Commencé dix ans plutôt, il permet de comprendre litiges et conflits sur une plus longue durée.

La zone humide andine de Lagunillas présente ainsi un intérêt notable. Elle est localisée à 4 020 mètres d'altitude dans les Andes méridionales du nord du Chili dans la région de Tarapacá (*fig. 1*). En raison des conditions particulières d'alimentation en eau souterraine, les zones humides de ces hauts plateaux sont des systèmes écologiques très fragiles. Celle de Lagunillas fait partie d'un système hydrique complexe, situé sur les parties basses du bassin-versant endoréique alimenté par de petits cours d'eau associés aux sources, par des zones de végétation hydrophiles ainsi que par une grande lagune sporadique qui apparaît après de fortes précipitations.

Bien que les vestiges d'occupation humaine de cette zone soient très anciens, les communautés indigènes qui y vivent actuellement (communautés de Lirima et de Cancosa) ont été constituées au début du xx^e siècle. En tant que communautés élevant du bétail camélidé (pour sa viande et les produits dérivés), elles s'inscrivent pleinement dans les circuits économiques régionaux. L'extraction d'eau a profondément modifié leurs paysages naturels ainsi que leurs liens intra et intercommunautaires. Il s'agira, ici, d'analyser le cas de l'assèchement de la zone humide de Lagunillas, un exemple illustrant le rôle des législations comme outils de colonisation territoriale portées par un discours d'utilité nationale. Tout d'abord, nous présenterons le contexte hydroclimatique ainsi que les modes de construction territoriale et d'occupation des zones humides. Ensuite, nous montrerons comment, dans un contexte

3. Cette enquête a été réalisée dans le cadre du programme de recherche Laboratoire international associé (LIA) *Mines Atacama* du Centre national de la recherche scientifique et le projet Fondecyt n° 1150701. Nos remerciements vont à Raphaël Morera, Gaëlle Cotterlaz-Rannard et David Bocquet pour leurs relectures et conseils.

Figure 1. Contexte régional de Tarapacá. Carte : M. Méndez.

de développement minier colonial, la première tentative d'extraction d'eau de la zone humide de Lagunillas a échoué. Puis, nous analyserons les nouvelles réglementations néolibérales qui ont permis la privatisation de cette précieuse ressource au Chili. Enfin, nous présenterons les conflits et les effets de l'application du Code de l'eau dans cette zone.

Un contexte hydro-climatique variable

La région de Tarapacá est localisée au cœur du désert d'Atacama, entre les 19 ° et 21 ° de latitude sud, au nord du Chili (fig. 1). En dessous de 2 500 mètres d'altitude le climat est aride et hyperaride et, au-dessus, devient froid avec des hivers secs [Jordan *et al.* 2014; Sarricolea *et al.* 2016]. Les précipitations se caractérisent par des volumes d'une grande variabilité interannuelle et sont concentrées dans les zones de haute altitude (à partir de 2 500-3 000 mètres) et à 80 % dans la période qui s'étend de décembre à mars [Garreaud *et al.* 2003].

Le ruissellement d'eau superficielle est rare et essentiellement sur les bassins-versants ou *Quebradas* (vallées) dont les sources proviennent des hauts plateaux andins, sous forme de lagunes ou d'eaux souterraines [Aceituno 1996; Romero *et al.* 2013]. Ces dernières sont dites azonales, la remontée à la surface des eaux n'étant pas influencée par les conditions climatiques, mais par l'interaction de facteurs locaux, comme l'activité géothermique, la profondeur et la position de l'aquifère, les caractéristiques des sols ou la pente⁴. Les aquifères régionaux sont à l'état fossile car les eaux souterraines stockées ont été accumulées grâce à des conditions climatiques plus favorables qu'actuellement⁵ [Houston 2006].

Dans un contexte de grand dynamisme hydro-climatique⁶, les plus anciennes traces de peuplement du haut plateau andin chilien remontent à 13 000 ans AP. En analysant les premiers millénaires d'occupation humaine de la région de Tarapacá, des scientifiques [Santoro *et al.* 2017; Gayó *et al.* 2012b] suggèrent un effet en cascade entre la dynamique hydro-climatique (plus ou moins de disponibilité des services éco-systémiques, d'eau, de végétation et de faune des zones humides...) et les stratégies socioculturelles et spatiales des groupes sociaux. Une des principales hypothèses concernant

4. Voir M. Ahumada et L. Faúndez, 2009, *Guía descriptiva de los sistemas vegetacionales azonales hídricos terrestres de la ecoregión altiplánica*, 2009, Santiago, Servicio agrícola y ganadero de Chile.

5. Voir *The study on the development of water resources in northern Chile*, 1995, Japan international cooperation agency.

6. Bien que les 12 000 dernières années avant le présent (AP) [Gayó *et al.* 2012a] – pendant l'holocène (10 000 ans AP) – furent marquées par une hyperaridité, il y eut des épisodes au cours desquelles les moyennes de précipitations augmentèrent en-dessous de 2 000 mètres d'altitude.

l'adaptation socio-environnementale des communautés andines a été proposée par J. Murra [1972]. Ce modèle se caractériserait par l'occupation de l'espace géographique en « îles productives » (agricoles, pastorales...) en fonction des différents *pisos ecológicos* (paliers écologiques) : côte Pacifique, vallées, oasis, hauts plateaux andins et bassin amazonien. L'ensemble de ces îles était en constante interaction dans le but d'échanger des biens notamment alimentaires⁷. Les communautés les plus développées socio-culturellement en avaient parfois constitué plusieurs étages écologiques pour garantir leur indépendance. De ce fait, dans une même vallée ou un même système de zones humides, il pouvait y avoir des îles de différentes communautés.

Des études archéologiques [Uribe *et al.* 2007 ; Zori *et al. op. cit.*] et anthropologiques [Van Kessel 2003 ; Gundermann 2003] menées dans la région de Tarapacá ont démontré qu'entre 1250 et 1450, les communautés présentes dans la vallée avaient maintenu d'intenses échanges avec des groupes aymaras qui habitaient dans les territoires actuellement boliviens (Carangas et Lipez), ainsi qu'avec des peuples cueilleurs de la zone côtière et d'autres peuples agricoles du nord et du sud de la région. Ainsi, différentes communautés ethniques cohabitaient dans la zone humide de Lagunillas [Van Kassel 2003].

L'analyse sur la construction territoriale des zones humides localisées dans les hauts plateaux andins de la région a montré la récurrence de deux activités économiques traditionnelles : l'élevage du bétail camélidé (lamas et alpagas) et la culture de haute altitude. Cette dernière était très dépendante des conditions climatiques (froid, exposition solaire, vent et précipitations). La majorité de ses produits étaient destinés à la consommation locale (sauf le quinoa).

Par ailleurs, l'organisation socio-environnementale des territoires communautaires variait selon le type de bétail. Ainsi, l'élevage de lamas (*Lama glama*), pour leur viande et pour le portage, se faisait à travers des pâturages naturels en montagne et en collines. En revanche, celui des alpagas (*Vicugna pacos*), pour leur laine, était associé aux zones humides présentes autour des cours d'eau descendant les principales collines et volcans. Étant donné que la plupart des sources d'eau des hauts plateaux andins de Tarapacá ne dépendaient pas des conditions climatiques⁸, ces communautés purent agrandir la surface des zones humides (pour l'élevage des alpagas) par le développement d'un système de canalisations communautaire et d'irrigation des zones plates autour des ruisseaux [Palacios 1992 ; Verzijl et Guerrero 2013].

7. Parmi les objets d'échange figuraient les produits miniers (oxydes de fer, argent, or ou cuivre). Or, dans le cas de la région de Tarapacá, ces derniers devaient être moins importants que les biens alimentaires [Zori et Tropper 2010 ; Zori *et al.* 2013].

8. R. Fajardo, *Análisis de tierras utilizables, Pampa Lirima, Salar del Huasco - Quebrada de Tarapacá y Coscaya. Informe preliminar*, 1982, Iquique, Centro de investigación de la realidad del norte (Crear).

Figure 2. Puits
d'extraction d'eau
à Lirima
(nord du Chili)
Photo : M. Méndez.

Ainsi, entre les espaces naturels, comme les prairies, et ceux aménagés (zones humides agrandies), les communautés autochtones organisaient leur territoire suivant une utilisation individuelle et familiale (zones humides) ou communautaire (montagnes, collines et pentes)⁹.

Administration coloniale et État moderne dans les hauts plateaux de Tarapacá

L'arrivée de l'administration coloniale modifia profondément la façon dont les peuples autochtones andins construisaient leurs territoires [Gundermann *op. cit.*; Díaz et Morong 2006; Bouysse-Casagne et Chacama 2012]. Trois éléments sont régulièrement mentionnés : l'installation du système de *mitas*¹⁰, la concentration de la population andine dans des villages administratifs et religieux (appelées *reducciones*) et les divisions administratives et foncières des territoires andins.

Malgré la récurrence de ces trois facteurs, de nombreux espaces situés dans les hauts plateaux de Tarapacá – dont ceux de Lirima et Cancosa – restèrent hors de l'influence du royaume espagnol à cause d'une population peu

9. Les espaces familiaux ne sont pas compris dans les espaces privés, mais dans des espaces nécessaires pour les besoins propres à chaque famille. Le départ de l'une d'elles rend de nouveau disponibles les zones humides pour les autres groupes de la communauté.

10. La *mita* était le travail obligatoire dans les mines coloniales que les populations andines devaient accomplir.

importante ou d'un manque de richesses minières [Sanhueza 2008]. Néanmoins, les limites administratives et foncières imposées par l'administration coloniale, à partir de 1578, perturbèrent les arrangements territoriaux des communautés régionales. Ainsi, les premiers conflits pour la propriété foncière entre différentes communautés apparurent en 1612¹¹ [Paz Soldán 1878].

Vers la fin du xvii^e siècle, l'administration espagnole des Amériques se trouva confrontée à de telles difficultés économiques qu'elle décida de s'intéresser aux exploitations minières. Avec la réactivation du gisement d'argent de Huantajaya¹² (début du xviii^e siècle) elle commanda la réalisation d'une série d'études dans le but d'augmenter sa productivité et ainsi de bénéficier indirectement des impôts [Zori et Tropper *op. cit.*]. En 1765, Antonio O'Brien¹³ conclut, à partir d'une étude approfondie de ce gisement, que le manque de profits de cette mine s'expliquait par la rareté de l'eau qui augmentait les coûts d'exploitation¹⁴. Il proposa donc au vice-roi un projet de canalisation depuis les rivières Collacagua et Coscaya (Pampa Lirima), et les lagunes de Chuncara pour fournir de l'eau à l'activité minière, au secteur agricole de Pampa Iluga et aux travailleurs miniers [Hidalgo 1985]. À l'époque de la réalisation de l'étude d'A. O'Brien, le matériel extrait de Huantajaya était transporté jusqu'au secteur de Guagama (actuel La Tirana), localisé à environ 63 kilomètres à l'est du gisement, en raison de l'abondance des tamarugos (*Prosopis tamarugo*), arbre utilisé comme combustible, et de la facilité pour trouver de l'eau souterraine [Billinghurst 1893].

Si le projet d'A. O'Brien n'aboutit pas, son étude présentait deux éléments importants pour la compréhension du fonctionnement actuel des territoires régionaux. En effet, il s'agissait de la première tentative d'extraction d'eau de la zone humide de Lagunillas à des fins minières. Ce projet fut aussi conçu pour exercer un plus grand contrôle social des communautés autochtones. Avec la première cartographie détaillée de Tarapacá, il visait à établir une taxe foncière agricole plus stricte, en s'appuyant sur de nouvelles méthodes de gestion territoriale [Couyoumdjian et Larraín 1975].

L'installation de l'État péruvien (1824-1879), puis chilien (à partir de 1879), provoqua, au contraire, des changements importants dans les territoires et les communautés autochtones de la région de Tarapacá [Méndez et Romero 2018]. Durant la période d'administration péruvienne, les premières lois sur la propriété foncière individuelle y furent appliquées. Bien qu'entre 1860 et 1879, les

11. Le premier conflit foncier dans la zone humide de Cancosa date de 1768 [Paz Soldán 1878].

12. Huantajaya est une mine d'origine préhispanique localisé à 9 km à l'est de la ville d'Iquique. Elle fut exploitée pendant les premières décennies du xviii^e avant d'être abandonnée.

13. Pendant l'administration du vice-roi Amat y Junyent (1761-1776), Antonio O'Brien était le maire major des mines de la province d'Arica [Hidalgo 1985].

14. La même explication a été donnée en 1571 par Pedro Pizarro, qui déclarait : « dans la région de Tarapacá il y a de riches gisements miniers, mais le manque d'eau et de bois empêche leur exploitation » [Donoso 2008 : 62].

communautés autochtones andines aient commencé à accepter la conception territoriale occidentale, chacune continuait à maintenir ses coutumes. Après la Guerre du Pacifique (1879-1883), les territoires de Tarapacá passèrent sous administration chilienne. Commença alors un long processus politique et culturel pour imposer un imaginaire national de développement civilisateur, qualifié par les historiens de *chilenización* [González 2002]. Lequel processus, souvent violent, avait pour ambition d'effacer toute trace de cultures indigènes, considérées comme des vestiges des traditions péruviennes ou boliviennes, donc comme non civilisées par les nouvelles autorités administratives. Ainsi, furent interdites langues (quechua et aymara) et tenues vestimentaires locales. L'éducation occidentale fut aussi imposée. Des lois et des procédures administratives de gestion territoriale reconfigurèrent la territorialité autochtone d'accès à la terre comme à l'eau. Bien que ce processus de «lisibilité» [Scott 1998] atteignît l'ensemble des régions, sa diffusion ne fut pas homogène mais proportionnelle à l'intérêt économique (fiscalité) qu'y trouvait l'État ou encore les entreprises minières nationales comme internationales.

À partir des années 1950, seulement, la *chilenización* commença à perdre de l'importance dans les politiques étatiques. Elle reprit de la vigueur, un quart de siècle plus tard, à la suite du coup d'État du général Augusto Pinochet et à la mise en place d'un régime dictatorial.

Législation néolibérale, nature et privatisation de l'eau

Entre 1975 et 1984, pendant la dictature, une série de dispositifs légaux liés aux activités économiques, à l'exploitation et à la propriété des ressources naturelles fut mise en place. Ces textes furent rédigés sous l'influence idéologique de l'école économique néolibérale de l'Université de Chicago, dirigée par Milton Friedman (prix Nobel d'économie 1976), dont la principale ligne théorique reposait sur le retrait complet de l'État des questions économiques pour laisser fonctionner «l'équilibre naturel» du marché¹⁵. F. Gaudichaud [2015] avance que ce modèle imposé au Chili (grâce notamment aux conseils que M. Friedman donna au général Pinochet) dépassa le strict domaine économique pour atteindre une influence majeure sur tous les aspects de la construction socio-culturelle de la population.

Les groupes sociaux ou les communautés, qui n'étaient pas en phase avec les prémisses du marché, étaient méprisés, déconsidérés, quasiment rendus invisibles quand ils n'étaient pas violentés. Ainsi, la principale politique qui atteignit les peuples autochtones de la région de Tarapacá fut la mise en place

15. Voir *El Ladrillo. Bases de la política económica del Gobierno militar chileno*, 1992, Centro de estudios públicos, Santiago (<https://www.cepchile.cl/cep/site/artic/20160812/asocfile/20160812124819/libro_elladrillo_cep.pdf>).

d'une offensive nationaliste dans les écoles rurales. La scolarisation en pensionnat engendra un contexte plus favorable pour interdire la langue indigène et les coutumes. Par ailleurs, l'introduction de l'enseignement des métiers techniques sans aucune relation avec leur contexte socio-environnemental et l'absence d'établissement d'éducation secondaire dans la zone d'étude alimenta la migration vers les villes côtières [González *op. cit.*].

En outre, toutes les législations liées à la nature furent conçues dans une logique réductionniste¹⁶. Le Code des mines, en vigueur depuis 1983, en est un bon exemple car son application a de grands impacts sur l'eau. Ce texte établit la séparation entre la propriété de surface et la propriété du sous-sol. Cette dernière revient à l'État qui la donne en concession au travers de droits d'exploration et/ou d'exploitation des ressources minières. Au moment où les compagnies possédant des concessions décident de faire des explorations ou des exploitations, les propriétaires de surface ont l'obligation de leur donner l'accès (droit de passage). En même temps, la législation établit que toute entreprise, qui découvre de l'eau lors de travaux d'excavation, en devient de fait propriétaire, d'où des incohérences par rapport aux droits d'eau établis antérieurement.

Le décret de loi n°1122, plus connu sous le nom de Code de l'eau, a été promulgué en 1981. Les principales nouveautés de cette législation consistent en la séparation de la propriété de l'eau et de la terre, la distinction entre eaux de surface et souterraines et l'instauration du statut de l'eau comme un bien productif, échangeable à travers le marché (privatisation). Cette dernière caractéristique suppose que le marché endosse un rôle de gestionnaire absolu de l'accès à cette ressource, en conférant à l'État chilien la mission de garant de son bon fonctionnement à travers la défense de la propriété privée.

Les procédures du Code de l'eau établissent que n'importe quelle personne ou entreprise, nationale ou étrangère, a le droit de demander à l'État un droit d'eau (appellation chilienne pour la propriété), mesuré en litres par seconde (l/s) et cédé pour l'État sans aucun coût actuel ou futur. Cette acquisition de l'eau se fait par le biais d'une procédure de sollicitude ou de régularisation (*fig. 3*). La première permet d'acquérir un droit d'usage de l'eau, jamais utilisé auparavant, la seconde la mise en règle sous la nouvelle réglementation des droits acquis antérieurement ou de façon ancestrale¹⁷.

16. Une perspective réductionniste de la nature implique de concevoir que tous les éléments qui la composent peuvent être isolés, occultant les interactions qui existent entre eux. Dans le contexte économique néolibéral chilien, les nouvelles législations ont instauré une séparation des différentes composantes naturelles pour les considérer comme des produits : la nature devient un élément du marché, une marchandise.

17. Même si les communautés autochtones ont occupé leurs territoires et utilisé les eaux de manière permanente depuis au moins 7 000 ans, la grande majorité n'avait jamais régularisé ses propriétés avec les lois péruviennes ou chiliennes.

Figure 3. Étapes pour la demande légale d'un droit d'eau.
La procédure de sollicitude ou de régularisation est constituée de quatre étapes : demande, qualification, verdict et diffusion. Elle peut s'étendre de quelques semaines à quelques mois. Dans tous les cas, les demandeurs ont besoin d'aide technique et juridique pour préparer les dossiers de demande et pour contester la décision de l'État en cas de refus. Source : M. Méndez.

Compte tenu de la complexité administrative de ce processus, l'accès à la connaissance de ces procédures établies par la nouvelle loi n'est pas équilibré entre les acteurs. De même, ce texte a provoqué une augmentation des propriétaires conduisant à d'importants litiges¹⁸ et à une forte concentration de la propriété par les entreprises privées. Par exemple, 49,4 % des droits d'eau souterrains octroyés entre les années 1990 et 2010 dans la région de Tarapacá appartiennent à des entreprises minières [Romero *et al.* 2012]. Ainsi, depuis 1990, comme la plupart des droits d'eau sont déjà attribués¹⁹, l'unique moyen d'y accéder consiste à les racheter au prix du marché. Par conséquent, les acteurs avec un faible pouvoir d'achat se retrouvent dans l'impossibilité d'y accéder [Bauer 2004 ; Budds 2004, 2009].

Bien que la nouvelle réglementation établisse une série de procédures techniques à l'échelle régionale pour la cession des droits d'eau, ces procédures

18. Parmi les dizaines de différends légaux existants dans le pays, seuls deux ont été favorables aux communautés autochtones, l'un en 2009 pour celle de Chusmiza et l'autre, en 2014, pour celle de Caimanes.

19. La Direction générale des eaux (Dirección general de aguas) du ministère des Affaires publiques estime, à partir d'études hydrologiques et hydrogéologiques, les volumes d'eau disponibles pour les différents bassins versants (<<http://www.dga.cl/servicioshidrometeorologicos/Paginas/default.aspx>>).

cachent des décisions politiques à caractère productiviste. L'ensemble des lois instaurées à l'échelle nationale oriente l'utilisation de l'eau pour les activités extractives primaires, porté par un discours promouvant l'intérêt national. Si ces activités présentent des avantages pour les centres de décision à l'échelle régionale et nationale, tous les impacts négatifs sont matérialisés à l'échelle locale [Himley 2013]. À propos de l'activité minière dans les Andes méridionales, pour T. Perreault, «la richesse d'un groupe induit la pénurie et la pollution de l'autre» [2014 : 5].

Depuis sa mise en œuvre, la communauté scientifique et les organisations sociales²⁰ dénoncent les conséquences perverses d'un tel système dont notamment l'épuisement des aquifères et des cours d'eau, la concentration de la propriété, l'appauvrissement des communautés rurales et leur migration²¹, provoquant ainsi une grande conflictualité autour de la ressource. S. Larraín et P. Poo²² ont dénombré plus de 70 conflits autour de l'eau dans tout le pays pour la seule année 2009.

Zone humide de Lagunillas : appropriation, dépossession et conflits communautaires

Le conflit autour de l'eau et de l'assèchement de la zone humide de Lagunillas s'est étalé entre la fin des années 1970 jusqu'en 2008. Il a opposé les communautés autochtones aymaras de Lirima et Cancosa à une filiale de BHP Billiton, une multinationale australienne, qui exploitait un gisement de cuivre à ciel ouvert, à environ 50 km à l'ouest de Lagunillas, la mine de Cerro Colorado²³ (fig. 4).

20. À partir du retour à la démocratie (1990), différentes organisations pour la défense de l'eau et des droits citoyens d'accès à l'eau ont été créés, dont les plus connues : Olca (en 1993), Programa Chile Sustentable (en 1997), Coordinadora por la defensa del agua y la vida (en 2009), Modatima (en 2010).

21. Il existe une abondante littérature sur la question [Lemereis 1987 ; Gentes 2003, 2004 ; Budds 2004, 2009 ; Bauer 2004 ; Yáñez et Molina 2008, 2011 ; Romero *et al.* 2012 ; Larraín 2012 ; Molina 2012 ; Prieto 2016].

22. Voir S. Larraín et P. Poo (dir.), *Conflictos por el agua en Chile : Entre los derechos humanos y las reglas del mercado*, 2010, Programa Chile Sustentable.

23. L'exploitation de cuivre de Cerro Colorado est localisée à 2 500 m. d'altitude, dans le bassin versant de Quipisca (avec de l'eau superficielle sporadique et sans eau souterraine importante). La production moyenne annuelle atteint les 130 000 tonnes. Le raffinage de leurs minéraux se fait à travers les processus de la lixiviation, de l'extraction par solvants et de l'électro-obtention. L'eau nécessaire pour produire 1 tonne de cuivre varie, en fonction de la technologie et la nature du minéral, entre 38,5 et 193,3 m³. Voir M. Méndez, *Conflit des rationalités et relations de pouvoir. L'eau dans les Andes méridionales du nord du Chili (1981-2015). Analyse diachronique à partir de l'écologie politique*, mémoire de master en sciences humaines et sociales, Université Jean Moulin Lyon III, 2015.

Les deux communautés autochtones, qui avaient vu le jour au début du ^{xx}^e siècle, ont été reconnues comme des communautés indigènes (loi indigène n° 19253) durant la décennie 1990. Celle de Lirima est localisée dans la commune de Pica, entre la section supérieure du bassin-versant de la vallée de Tarapacá et le bassin-versant endoréique de Lagunillas. Le village de Lirima (4 087 m. d'altitude) compte, d'après le recensement de 2012, six habitants permanents²⁴. Au début du ^{xx}^e siècle, plusieurs familles venant du village de Cultane y avaient acheté des terrains. La population était initialement répartie en hameaux, avant d'être regroupée dans un village. L'un des premiers éléments de colonisation moderne a été la construction de la route d'Iquique à Oruro (*via* Lirima et Cancosa), entre 1954 et 1955. Cette voie non seulement accentua le trafic entre la côte Pacifique et la Bolivie mais facilita, aussi, l'exploitation de yareta (*Azorella compacta*), une plante à fleur utilisée comme combustible pour le chauffage et la cuisine. La construction de Lirima commença en septembre 1966. Cependant, ce n'est que dans les années 1970 que le village prit sa forme actuelle. En 1978, l'école de Lirima fut ouverte, avec un professeur payé par la communauté, avant d'être subventionnée par l'État. Cet établissement ferma définitivement en 1994. Avant l'arrivée des exploitations minières, la principale activité économique était l'élevage des lamas et des alpagas. À partir de 1980, elle fut peu à peu remplacée par des services aux entreprises minières.

Quant à la communauté de Cancosa, elle est située entre le bassin-versant de la rivière éponyme et celui de Lagunillas. Son village principal (3 950 m d'altitude) comptait en 2012 quelque 12 habitants permanents. Cette communauté fut fondée vers 1920 par les familles Moscoso et Challapa, rejointes par les Mamani et les Ticuna, toutes originaires des environs de Cariquima (*fig. 1*). La communauté loua, dans un premier temps, à une famille bolivienne les terres qu'elle occupait avant de les acheter. L'apogée économique de Cancosa eut lieu au début des années 1980 – avec une communauté composée d'environ 200 personnes – grâce à l'important trafic routier de marchandises entre la zone franche d'Iquique (Zofri) et Oruro (Bolivie) mais également à l'extraction du soufre du mont Sillajhuay. À cette époque, le village disposait d'un cabinet médical, dispensant les habitants de se rendre en ville. Cette période se termina avec l'ouverture de la voie rapide entre Iquique et Oruro par la localité de Colchane, à la fin de la même décennie. L'activité commerciale et minière (soufre) se doublait d'une activité économique traditionnelle avec l'élevage de lamas et alpagas. Pourtant, depuis son entente avec la compagnie Cerro Colorado, la communauté cherchait à diversifier ses revenus avec le tourisme et la culture du quinoa.

24. Bien que les communautés de Lirima et de Cancosa comptent peu de résidents permanents dans leur territoires ancestraux, elles sont composées de plusieurs familles, lesquelles habitent principalement dans les villes côtières (il n'existe pas un registre fiable recensant le nombre de familles liées à chaque communauté).

Figure 4. Contexte territorial de la zone humide de Lagunillas Carte: M. Méndez.

L'exploration et l'exploitation de l'eau souterraine par des entreprises minières externes, facilitées par les nouvelles législations chiliennes, provoquèrent de profonds différends entre les communautés de Lirima et de Cancosa (jusqu'à 1985) ainsi qu'au sein même de la communauté de Cancosa à partir de 2008.

La première phase du conflit (intercommunautaire) commença en octobre 1978 lorsque l'entreprise Conocco Chile Inc.²⁵ entama des travaux d'exploration d'eau souterraine sur les territoires de la communauté de Lirima. Trois ans plus tard, conformément à la nouvelle législation de l'eau, l'entreprise fit une demande d'inscription des droits d'eau superficielle dans les territoires de

25. Firme japonaise qui faisait des explorations pour la Nippon Mining Company.

la communauté de Lirima, laquelle fit un recours pour la contester. La justice lui donna raison. Cette même année, la compagnie minière fit une demande d'inscription des droits d'eaux souterraines, demande rejetée suite à une nouvelle contestation de la part de la communauté de Lirima [Van Kessel 1985].

En 1982, une autre compagnie, le Río Chile Ltd, commença des travaux d'excavation dans les territoires de la communauté de Lirima avec des permis de l'État chilien. La communauté présenta un nouveau recours, qui aboutit à l'arrêt de l'exploration. Immédiatement après cette décision, la même firme entama des travaux d'exploration sur la zone de Pampa Lagunillas, avec l'accord de la communauté de Cancosa – laquelle lui louait des terres et de l'eau de la ferme Huantija. La communauté de Lirima présenta à nouveau un recours arguant que ces territoires lui appartenaient et qu'elle en détenait le titre de propriété. Commença alors un long litige entre les deux communautés au sujet de la propriété de la zone de la ferme Huantija (Pampa Lagunillas). Celle de Cancosa était, durant la procédure, conseillée par des avocats de la compagnie minière Cerro Colorado avec qui elle avait signé un contrat de location pour les terrains objets du litige. Après quelques mois, la procédure fut suspendue indéfiniment²⁶. Parallèlement, la Direction générale des eaux octroya, conformément au Code de l'eau, 300 l/s d'eau souterraine dans le bassin-versant de Lagunillas à la compagnie.

Trois ans plus tard, en février 1985, la Sociedad Cobre Iquique Ltda, chargée de conduire l'eau depuis la zone de Pampa Lagunillas jusqu'à la mine, demanda à la communauté de Lirima d'installer une canalisation à travers son territoire, qui fit un recours pour s'y opposer, en vain. En effet, le Code de l'eau et celui des mines autorisent un droit de passage pour l'exploitation. Finalement, la communauté de Lirima parvint à un accord avec l'entreprise représentant la compagnie Cerro Colorado. Elle obtint que la compagnie minière lui donnât accès à l'eau potable, à l'électricité tout en lui assurant la gestion des services d'exploitation des puits d'extraction d'eau installés en Pampa Lagunillas [Salinas 2012]. Le début de l'exploitation de l'eau commença en 1994 avec trois puits d'extraction d'eau souterraine – et un pour permettre à la compagnie de surveiller la variation de l'aquifère. Quant au conflit intra-communautaire, il cessa à la fin de cette même décennie.

Néanmoins, entre 1998 et 1999, des bergers de la communauté de Cancosa constatèrent l'assèchement de petites lagunes de Lagunillas, ainsi que la disparition aux alentours de zones végétales. Selon un rapport, daté de 2005, de la Direction générale des eaux et du Conseil national du milieu ambiant (cautionné par le ministère de l'Environnement en 2010), l'impact des extractions d'eau sur l'aquifère de Pampa Lirima (bassin-versant de Lagunillas) est irréversible. La compagnie minière a donc été condamnée par

26. Par la suite le territoire a été concédé à la communauté de Cancosa.

l'État à verser une amende et sommée d'établir un programme pour remédier aux dommages provoqués dans la zone humide de Lagunillas.

Après avoir rompu toutes relations avec l'entreprise minière, en 2006, la communauté de Cancosa l'attaque en justice. Ce procès terminé en 2008 a débouché sur un accord extrajudiciaire entre les deux parties, avec un contrat de réparation des impacts environnementaux et de coopération pour le développement de la communauté. Le montant est estimé officieusement à 15 millions de dollars, aucun chiffre officiel n'ayant été publié. Cette somme est destinée aux projets de développement touristique et à des bourses d'études. Consultés en 2013, les membres de la communauté estiment que les décisions autour des projets à financer ont provoqué une profonde division entre les familles communautaires²⁷.

Conclusion

Les dynamiques du changement culturel des territoires andins qui se sont succédé depuis la période coloniale ont profondément modifié les représentations et les usages de la terre et de l'eau dans les communautés autochtones. Les législations néolibérales, en imposant vers la fin du xx^e siècle leur approche réductionniste, ont transformé la totalité des territoires andins, en facilitant les intérêts miniers.

Le conflit de l'assèchement de la zone humide de Lagunillas montre comment les instances politiques et économiques tant nationales qu'internationales parviennent à s'imposer sur le territoire des communautés autochtones. L'État ne fait pas grand cas des usagers ni des usages qui ne correspondent pas à sa conception utilitariste et industrielle de l'eau. De leur côté, les communautés autochtones ont une approche multidimensionnelle (économiques, sociales, spirituelles...) et cherchent à étendre et à préserver les sources d'eau et les zones humides associées pour subvenir à leurs activités traditionnelles d'élevage. Quant aux entreprises minières, elles font un usage de cette ressource entièrement subordonné à des intérêts économiques – exploiter à moindre coût la plus grande quantité de cuivre possible – quitte à provoquer l'assèchement de la zone humide de Lagunillas.

Dans un contexte où les conditions climatiques sont de plus en plus incertaines et les aquifères considérés comme des « eaux fossiles », l'augmentation des exploitations minières, de leur production et de leurs colossaux investissements met l'État chilien face à un grand dilemme. À ce jour, la seule réponse donnée a été l'épuisement des rares sources en eau de la région en échange de compensations économiques. Le cas de Lagunillas en est une parfaite illustration avec la plus importante compensation monétaire jamais versée. Cela

27. Voir M. Méndez [*op. cit.*].

montre très clairement que la réponse économique comme stratégie unique n'est pas suffisante et met en péril les zones humides des hauts plateaux andins ainsi que les communautés autochtones attachées à ces espaces.

Manuel Méndez

doctorant du Centre de Recherche en Archéologie,
Archéosciences, Histoire (UMR 6566), Université de Rennes 2 et de l'Instituto
de Arqueología y Antropología, Université catholique du Nord (Chili)

Hugo Romero

géographe, professeur associé au département de géographie,
Université du Chili, Santiago du Chili

Bibliographie

- ACEITUNO, Patricio, 1996, « Elementos del clima en el altiplano sudamericano », *Revista Geofísica IPGH* 44 : 37-55.
- AMUDSON, Ronald, *et al.*, 2012, « Geomorphologic Evidence for the Late Pliocene Onset of Hyperaridity in the Atacama Desert », *Bulletin of the Geological Society of America* 124 (7-8) : 1048-1070.
- ARROYO, Aline et Rutgerd BOELEN (dir.), 2013, *Agua robadas. Despojo hídrico y movilización social*. Lima, Justicia Hídrica/Instituto de Estudios Peruanos/Fondo Editorial PUCP (« Agua y sociedad »).
- BARNARD, Hans and Alek N. DOOLEY, 2017, « An Ancient Irrigation Canal in the Pampa Tamarugal (Chile) », *Journal of field Archaeology* 42 (4) : 259-268.
- BAUER, Carl, 2004, « Results of Chilean Water Markets: Empirical Research Since 1990 », *Water Resources Research* 40 : W09S06. — 2005, « In the image of the market: the Chilean model of water resources management », *International Journal of Water* 3 (2) : 146-165.
- BILLINGHURST, Guillermo, 1893, *La Irrigación en Tarapacá*. Santiago, Imprenta y Librería Ercilla.
- BOELEN, Rutgerd, 2015, *Water, Power and Identity. The cultural politics of water in the Andes*. Abingdon et New York, Routledge.
- BOELEN, Rutgerd, Leontien CREMERS et Margreet ZWARTVEEN (dir.), 2011, *Justicia Hídrica. Acumulación, conflicto y acción social*. Lima, Justicia Hídrica/Instituto de Estudios Peruanos/Fondo Editorial PUCP (« Agua y sociedad »).
- BOUYSE-CASAGNE, Thérèse et Juan CHACAMA, 2012 « Partición colonial del territorio, cultos funerarios y memoria ancestral en Carangas y precordillera de Arica (siglos XVI-XVII) », *Chungara, Revista de Antropología chilena* 44 (4) : 669-689.
- BUDDS, Jessica, 2004, « Power, nature and neoliberalism: the political ecology of water in Chile », *Singapore Journal of Tropical Geography* 25 (3) : 322-342. — 2009, « Contested H₂O :

- Science, policy and politics in water resources management in Chile», *Geoforum* 40 (3) : 418-430.
- COUYOUMDJIAN, Ricardo et Horacio LARRAÍN**, 1975, «El plano de la Quebrada de Tarapacá, de Don Antonio O'Brien. Su valor geográfico y antropológico», *Revista Norte Grande* 1 (3-4) : 329-362.
- DÍAZ, Alberto et Germán MORONG**, 2006, «El desierto y la miseria: indios y tributación en el sur peruano (Sibaya, 1822)», *Anthropologica* 24 (24) : 129-152.
- DONOSO ROJAS, Carlos**, 2008, «Prosperidad y decadencia del mineral de Huantajaya: una aproximación», *Diálogo Andino* 32 : 59-70.
- FOLCHI DONOSO, Mauricio**, 2003, «La insustentabilidad del boom minero chileno: política y medio ambiente, 1983-2003», *Ecología Política* 26 : 23-49.
- GAUDICHAUD, Franck**, 2015, *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno. Trabajo, "democracia protegida" y conflictos de clase*. Buenos Aires, Clacso («Colección Becas de Investigación»).
- GARREAUD, René, Mathias VUILLE et Amy C. CLEMENT**, 2003, «The climate of the Altiplano: observed current conditions and mechanisms of past changes», *Palaeogeography, Palaeoclimatology, Palaeoecology* 194 (1-3) : 5-22.
- GAYÓ, Eugenia M., et al.**, 2012a, «Hydroclimate Variability in the Low-elevation Atacama Desert over the last 2500 yr», *Climate of the past* 8 : 287-306.
- GAYÓ, Eugenia M., et al.**, 2012b, «Late Quaternary Hydrological and Ecological Changes in the Hyperarid Core of the Northern Atacama Desert (~ 21°S)», *Earth Sciences Review* 113 (3-4) : 120-140.
- GENTES, Ingo**, 2003, «Derecho de propiedad ambiental y contribuciones al mejoramiento del manejo de los conflictos sobre recursos naturales en Chile», *Revista Latinoamericana de Economía Problemas del Desarrollo* 34 (132) : 135-169. — 2004, *Agua, derechos locales e indígenas y su interacción con la legislación nacional. Estudios de casos de Chile*. Santiago, Conjeco económico para América latina (Cepal) (<<https://www.cepal.org/drni/proyectos/walir/doc/walir33.pdf>>).
- GONZÁLEZ Miranda, Sergio**, 2002, *Chilenizando a Tunupa. La escuela pública en el Tarapacá andino 1880-1990*. Santiago, Dibam/ Centro de investigaciones Diego Barros Arana/Universidad Arturo Prat («Colección sociedad y cultura»).
- GUNDERMANN, Hans**, 2003, «La formación del espacio andino en Arica y Tarapacá», *Revista de Historia Indígena* 7 : 87-138.
- HIDALGO, Jorge**, 1985, «Proyectos coloniales inéditos de riego del desierto: Azapa (Cabildo de Arica, 1619); Pampa Iluga (O'Brien, 1765) y Tarapacá (Mendizabal, 1807)», *Chungara, Revista de Antropología chilena* 14 : 183-220.
- HIMLEY, Matthew**, 2013, «Regularizing Extraction in Andean Peru: Mining and Social Mobilization in the Age of Corporate Social Responsibility», *Antipode* 45 (2) : 394-416.
- HOUSTON, John**, 2006, «Evaporation in the Atacama

- Desert: An Empirical Study of Spatio-temporal Variations and their Causes», *Journal of Hydrology* 330 (3-4): 402-412.
- JORDAN, Teresa, et al.**, 2014, «Landscape Modification in Response to Repeated onset of Hyperarid Paleoclimate states since 14 Ma, Atacama Desert, Chile», *Bulletin of the Geological Society of America* 126 (7-8): 1016-1046.
- KLEIN, Naomi**, 2007, *The Shock Doctrine. The Rise of Disaster Capitalism*. New York, Metropolitan Books/Henry Holt and Company.
- LARRAÍN, Sara**, 2012, «Human Rights and Market Rules in Chile's Water Conflicts. A Call for Structural Changes in Water Policy», *Environmental Justice Journal* 5 (2): 82-88.
- LEMEREIS, Jaap**, 1987, «La lucha por el agua de los aymaras del norte de Chile», *Cuaderno de Investigación Social* 20: 3-78 (<http://crear.cl/wp-content/uploads/2014/02/Cuaderno-Investigacion-Social-20.pdf>).
- MÉNDEZ, Manuel et Hugo ROMERO**, 2018, «Construcción de los territorios altoandinos de Tarapacá, norte de Chile. Reflexión conceptual desde una perspectiva histórica-geográfica», *Revista Chilena de Antropología* 37: 183-196.
- MOLINA, Francisco**, 2012, «Competing Rationalities in Water Conflicts: Minings and the Indigenous community in Chiu Chiu, El Loa Province, northern Chile», *Singapore Journal of Tropical Geography* 33 (1): 93-107.
- MURRA, John**, 1972, «El 'control vertical' de un máximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas», in Í. Ortiz de Zúñiga (dir.), *Visita de la Provincia de León de Huánuco en 1562*. Tome 2. Huánuco, Universidad Hermilio Valdizán: 427-476.
- NESTER, Peter, et al.**, 2007, «Perennial stream discharge in the hyperarid Atacama Desert of northern Chile during the late Pleistocene», *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America (PNAS)* 104 (50): 19724-19729.
- PALACIOS, Félix**, 1992, «Marécages artificiels pour alpacas dans le haute puna (l'exemple de Chichillapi», in P. Morlon (dir.), *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales. Pérou-Bolivie*. Paris, Institut national de la recherche agronomique («Écologie et aménagement rural»): 216-222.
- PAZ Soldán, Mariano**, 1878, *Verdaderos límites entre el Perú y Bolivia*. Lima, Imprenta Liberal.
- PERREAULT, Tom (dir.)**, 2014, «Introducción. Minería, agua y justicia social en los Andes», in T. Perreault (dir.), *Minería, agua y justicia social en los Andes. Experiencias comparativas de Perú y Bolivia*. Cuzco, Justicia Hídrica/Centro Bartolomé de Las Casas: 13-39.
- PRIETO, Manuel**, 2016, «Bringing water markets down to Chile's Atacama Desert», *Water International* 41 (2): 191-212.
- RIVERA, Nathaly et Patricio AROCA**, 2014, «Escalas de producción en economías mineras. El caso de Chile en su dimensión regional», *Eure* 40 (121): 247-270.
- ROMERO, Hugo, Manuel MÉNDEZ et Pamela SMITH**, 2012, «Mining Development

- and Environmental Injustice in the Atacama Desert of Northern Chile», *Environmental Justice Journal* 5 (2): 70-76.
- ROMERO, Hugo, et al.**, 2013, «Macro y mesoclimas del altiplano andino y desierto de Atacama: desafío y estrategias de adaptación social ante su variabilidad», *Revista de Geografía Norte Grande* 55: 19-41.
- SALINAS, Javier**, 2012, «La comunidad aymara de Cancosa y los acuerdos con la Compañía Minera Cerro Colorado», in J. Salinas et M. Fernández (dir.), *Defensa de los derechos territoriales en Latinoamérica*. Santiago, Ril Editores («Ensayos & estudios»): 211-248.
- SANHUEZA, Cecilia**, 2008, «Territorios, prácticas rituales y demarcación del espacio en Tarapacá en el siglo XVI», *Boletín del Museo Chileno de Arte Precolombino* (2): 57-75.
- SANTORO, Calogero, et al.**, 2017, «Continuities and Discontinuities in the Socio-environmental Systems of the Atacama Desert during the last 13,000 years», *Journal of Anthropological Archaeology* 46: 28-39.
- SARRICOLEA, Pablo**, **María José HERRERA-OSSANDON** et **Óliver MESEGUER-RUIZ**, 2016, «Climatic regionalisation of continental Chile», *Journal of Maps* 13 (2): 66-73.
- SCOTT, James C.**, 1998, *Seeing like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition have Failed*. New Haven, Yale University Press.
- URIBE, Mauricio, Lorena SANHUEZA et Francisco BAHAMONDES**, 2007, «La cerámica prehispánica tardía de Tarapacá, sus valles interiores y costa desértica, norte de Chile (CA. 900-1.450 D.C.): una propuesta tipológica y cronológica», *Chungará, Revista de Antropología Chilena* 3 (2): 143-170.
- VAN Kessel, Juan**, 1985, «La lucha por el agua de Tarapacá: la visión andina», *Chungara, Revista de Antropología chilena* 14: 141-155.
— 2003 (1980), *Holocausto al progreso. Los Aymaras de Tarapacá*. Iquique, Instituto para el Estudio de la Cultura y la Tecnología Andina.
- VERZIJI, Andrés et Silvano GUERRERO**, 2013, «The System Nobody Sees: Irrigated Wetland Management and Alpaca Herding in the Peruvian Andes», *Mountain Research and Development* 33 (3): 280-293.
- YÁÑEZ, Nancy et Raúl MOLINA**, 2008, *La gran minería y los derechos indígenas en el norte de Chile*. Santiago, Lom Ediciones («Ciencias Humanas»).
- YÁÑEZ, Nancy et Raúl MOLINA (dir.)**, 2011, *Las aguas indígenas en Chile*. Santiago, Lom Ediciones («Ciencias Humanas»).
- ZORI, Collen et Peter TROPPEL**, 2010, «Late pre-hispanic and early colonial silver production in the Quebrada de Tarapacá, northern Chile», *Boletín del Museo Chileno de Arte Precolombino* 15 (2): 65-87.
- ZORI, Collen, Peter TROPPEL et David SCOTT**, 2013, «Copper Production in Late Prehispanic Northern Chile», *Journal of Archaeological Science* 40 (2): 1165-1175.

Résumé

Législation néolibérale et privatisation de la nature.

L'irréversible assèchement des zones humides andines (nord du Chili)

Les régions chiliennes les plus riches en gisements miniers sont, à la fois, les plus arides au monde (le désert d'Atacama, nord du Chili) et le théâtre de profonds conflits autour de l'usage de l'eau. En effet, la législation néolibérale a conduit l'État chilien à accorder aux compagnies minières l'exploitation des eaux d'Atacama. Ainsi, l'entreprise Cerro Colorado a obtenu dès 1982 les autorisations légales d'exploitation des eaux souterraines de Pampa Lirima (hauts plateaux andins, région de Tarapacá). L'assèchement de la zone humide de Lagunillas, constaté dès les années 2000, suite d'intensifs pompages, a également engendré de fortes tensions intercommunautaires. À partir de cet exemple, cet article montre le rôle des législations comme outils de colonisation territoriale porté par un discours d'utilité nationale.

Mots clés : Andes, Chili, assèchement, communauté, eau, mine, procédure, zones humides.

Abstract

Neoliberal legislation and the privatisation of nature:

The irreversible dewatering of Andean wetlands in northern Chile

The region of Chile that has the richest mineral deposits is also one of the most arid areas in the world (the Atacama Desert in northern Chile) and the setting for deep conflicts about water use. Through neoliberal legislation, Chile allowed mining companies to use water from the Atacama Desert. As early as 1982, the firm Cerro Colorado received a legal permit to take groundwater from Pampa Lirima (Andean highlands, Tarapacá Region). After intensive pumping in the Lagunillas wetlands, the drying-out observed from the 2000s has also generated acute tension between communities. Drawing on these examples, the article shows how laws can be used as tools for territorial colonisation, supported by a discourse of national interest.

Keywords: The Andes, Chile, dewatering, communities, water, mine, procedure, wetlands.